



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Un plan pour continuer comme avant

Dans un exercice de communication savamment orchestré, le quatuor gouvernemental mené par le Premier Ministre a présenté le Plan de Relance du programme électoral du candidat Emmanuel Macron.

Le soufflé médiatique préparé par les divers éléments communiqués à la presse depuis plusieurs jours est très vite retombé ! Dès ses premiers mots, Jean Castex a souhaité réaffirmer que les considérations sanitaires avaient été mises en avant des considérations économiques ; ce qui a engendré une récession soudaine et brutale. La pandémie a brutalement accéléré une crise qui était annoncée. La situation impose de changer radicalement de politique. Pourtant, ce n'était pas le ton des annonces du Premier Ministre.

Prenons l'exemple des impôts de production. Cette mesure était réclamée, depuis plusieurs années, par le patronat. Castex s'exécute ! Qui plus est « avec de possibles contreparties mais sans conditionnalités ». On n'en saura pas plus. Si ce n'est que les entreprises seront exonérées d'impôts de production à hauteur de 10 milliards d'euros par an et cela sans aucune condition. Ce qui n'est pas le cas pour les demandeurs d'emplois au regard des nombreux justificatifs de démarches à présenter pour obtenir ou conserver ses indemnités de chômage.

En outre, à cette enveloppe, il faut ajouter les 40 milliards d'euros de Cice de l'année passée.

Concernant l'enveloppe dédiée à la transition écologique (30 milliards d'euros), elle recouvre, par exemple, 5 milliards d'euros qui seront vraisemblablement prélevés sur les dividendes de la SNCF pour alimenter un fonds de concours qui donnera dans les 3 à 4 ans qui viennent des subventions à SNCF réseau...

La relocalisation industrielle – dont le mot franchit enfin la bouche de nos dirigeants depuis la crise sanitaire – sera dotée d'1 milliard d'euros... Que dire sur la réelle ambition politique à ce sujet.

L'élément le plus marquant est sans nul doute l'absence de toute vision stratégique. Ainsi, pas un mot n'a été prononcé, aucune allusion n'a été faite sur la reconstruction de filières essentielles, en France comme en Europe, pour assoir notre indépendance sur des filières stratégiques comme le médicament et ne pas à nouveau se retrouver nu à la prochaine crise.

Rien non plus d'annoncé pour les milliers de salariés des secteurs dont les grands groupes délocalisent ou réduisent l'emploi (Sanofi, Nokia, Air France, Renault, etc.) et dont les sous-traitants sont en première ligne.

Enfin, comment ne pas être stupéfait face au mutisme gouvernemental sur les services publics qui, pourtant, ne cessent de montrer leur rôle majeur et, plus particulièrement, durant cette crise sanitaire, économique et sociale. Par ailleurs, quelle certitude concernant les 40 milliards d'euros émanant du plan de relance européen pour la période 2021-2024 ?

Les salariés, les précaires, les privés d'emplois et même les jeunes resteront sur leur faim. Ce plan ne s'adresse pas à eux.

Dans ce contexte, la CGT met à disposition de toutes celles et tous ceux qui s'inscrivent dans une logique de progrès économique, social et environnemental un véritable plan de transformation. En rupture avec le paradigme dans lequel les financiers de tous bords et leurs chantres souhaitent nous enfermer, ce plan a pour ambition de répondre aux défis posés et de mettre l'humain au-dessus de la finance.

La CGT propose de faire grandir, partout et dans les entreprises, des débats pour que les salariés échangent et décident du travail et des stratégies de production. Nous proposons de travailler moins et mieux mais toutes et tous.

Le 17 septembre prochain, journée d'action interprofessionnelle, nous défendrons un vrai projet de transformation.

Montreuil, le 3 septembre 2020